M. Hollande accepte de ratifier le traité budgétaire

L'adoption du pacte de croissance, le 29 juin à Bruxelles, permet d'atténuer la cure d'austérité prônée par Berlin

Bruxelles
Envoyés spéciaux

Un geste envers Angela Merkel, après la fronde des pays du Sud : François Hollande a annoncé, vendredi 29 juin à Bruxelles, son intention de faire ratifier le traité budgétaire signé en mars par Nicolas Sarkozy à l'initiative de la chancelière allemande. Le vote du Parlement français pourrait survenir à l'automne. A l'arrivée, il n'y aura pourtant pas eu, au sens strict, de renégociation du texte, ambition que le candidat Hollande avait proclamée, pendant toute la campagne présidentielle.

A 4 heures, M. Monti pouvait rassurer son monde dans un franglais du meilleur cru : « I left my blocage »

« L'Europe a été réorientée comme il convenait », s'est justifié le chef de l'Etat, à l'issue de son premier Conseil européen, doublé d'un sommet improvisé de la zone euro dans la nuit de jeudi à vendredi. Alors que sur sa gauche, Jean-Luc Mélenchon l'a, sans tarder, accusé d'avoir fait *« de la figuration »* à Bruxelles, François Hollande peut se targuer d'avoir obtenu gain de cause sur le pacte pour la croissance, négocié en complément du traité budgétaire.

« J'avais annoncé que je voulais renégocier ce qui avait été décidé, au sens d'y mettre ce qui ne s'y trouvait pas, croissance et mesures de stabilité, a dit le président. *Je considère que ce sommet a permis d'aboutir à cette renégociation. »*

Niché en annexe des conclusions du Conseil européen, le « pacte de croissance » n'aura pas la force juridique du traité budgétaire, en cours de ratification dans les vingt-cinq Etats signataires. Les effets de ce train de mesures, dont l'augmentation des capacités de prêt de la Banque européenne d'investissement, demeurent incertains. Mais au final, au moins sur le plan symbolique, son adoption permet aux Européens d'assouplir un peu le fardeau de l'austérité préconisé par Angela Merkel pour surmonter la crise des dettes souveraines. Avec 120 milliards, le plan représente 1% du PIB européen et mobilise de nouveaux instruments, comme les *project bonds*, ces emprunts européens qui auront *« vocation à se généraliser »*, selon M. Hollande, pour financer des infrastructures.

Les premiers ministres de Roumanie, de Belgique et d'Espagne, et François Hollande, au sommet de l'UE, jeudi 28 juin. FRANÇOIS LENOIR/REUTERS

Mais c'est surtout sur le pilotage de la crise que le chef de l'Etat a contribué à faire fléchir Mme Merkel, sur un chapitre de plus en plus épineux pour les pays du Nord : la solidarité envers les Etats du « Club Med » dans le collimateur des marchés, Espagne et Italie en tête. Le coup de bluff tenté dans la nuit de jeudi à vendredi par le président du conseil italien, Mario Monti, menaçant de bloquer d'adoption du pacte de croissance a porté. Le fonctionnement des fonds de secours sera assoupli, pour parer à l'urgence : recapitalisation directe des banques espagnoles par le fonds de secours, afin de ne pas alourdir trop l'endettement du pays, et intervention sur les marchés au profit des pays respectueux de la discipline commune, comme l'Italie.

A 4 heures du matin, après le sommet de la zone euro, M. Monti pouvait rassurer son monde dans un franglais du meilleur cru bruxellois : *« I left my blocage. »* Prise par surprise, la chancelière n'a pu éviter de donner le sentiment d'un deuxième revers allemand contre l'Italie, après la défaire de la Mannschaft, en demi-finale de l'Euro quelques heures plus tôt à Varsovie.

Les concessions arrachées à Mme Merkel s'accompagnent néanmoins de solides contreparties, comme la montée en puissance, d'ici à la fin de l'année, de la Banque centrale européenne (BCE) dans la supervision du secteur bancaire. Une exigence posée par la chancelière, pour poser les fondations de l'Union bancaire, que les dirigeants européens appellent de leurs vœux. Par ailleurs, aucun nouvel instrument n'est créé, et la force de frappe des fonds existants n'est pas augmentée. Pas question de modifier le rôle de la BCE, comme ont tenté une nouvelle fois de le faire les pays du Sud. *« Il s'agit juste de maximiser les instruments existants »*, ont répété les dirigeants européens, vendredi, au risque de semer le doute parmi les opérateurs de marché.

Jusqu'au bout, les premiers ministres finlandais et néerlandais auront, d'ailleurs, bataillé, avec le soutien tacite de la chancelière, pour maintenir un certain nombre de conditions pour les pays aidés. *« Ils nous ont emmerdés pendant des heures »*, grince un membre éminent du Conseil européen. L'aide n'ira pas sans *« conditions strictes »* négociées avec les bailleurs de fonds, a affirmé la chancelière, vendredi, avant de se rendre au Bundestag défendre, avec succès, la ratification du pacte budgétaire et du fonds permanent de secours.

Mais la partie n'est pas terminée. Mario Monti n'est pas totalement convaincu par l'accord, et ses effets sur les marchés : il aurait préféré faire intervenir la Banque centrale européenne. D'ailleurs, le président du conseil italien, fragilisé dans son pays, n'entend pas, pour l'heure, faire appel au mécanisme agréé vendredi matin à l'aube.

Les joutes de la nuit auront enfin permis à François Hollande de préciser son approche des questions européennes, à l'heure où la zone euro glisse doucement vers davantage de fédéralisme. La discipline budgétaire contre des mesures de croissance, davantage d'intégration contre plus de solidarité : les termes du donnant-donnant conclu à Bruxelles sont résumés par le président français sous le concept d'*« intégration solidaire »*.

Le chef de l'Etat, qui pratiqua l'expérience de la synthèse des années durant à la tête du Parti socialiste, serait-il porté à appliquer la même méthode dans les marchandages européens ? Pas question d'apparaître comme le chef de file des seuls pays du « Club Med » : entre pays du Nord et du Sud, *« la France est un trait d'union, elle permet de rassembler (...) Elle ne doit pas contribuer à l'affrontement, elle doit favoriser le rapprochement »*, a expliqué M. Hollande, pour qui la France *« est à la fois au Nord et au Sud »*. *« Mme Merkel a contribué au compromis »*, dit-il, comme pour ménager la chancelière avec laquelle il assure entretenir une *« coopération utile »*. L'intéressée, elle, assurait avoir *« eu du plaisir »* à travailler avec M. Hollande : *« Une personnalité différente »* de celle de Nicolas Sarkozy, a-t-elle remarqué dans un sourire.

Sous les formules, les tensions demeurent pourtant vives entre les deux pôles de l'Union monétaire

Sous les formules, les tensions demeurent pourtant vives entre les deux pôles de l'Union monétaire. Aucun accord n'a été trouvé au sujet de la reconduction de Jean-Claude Juncker à la tête de l'Eurogroupe, destinée, pour le Sud, à mieux contrer la candidature de Wolfgang Schäuble, le ministre allemand des finances. Angela Merkel était déjà parti, quand Herman Van Rompuy a tenté d'aborder le sujet. ■

DAVID REVAULT D'ALLONNES ET PHILIPPE RICARD

Le Parlement allemand adopte le MES et le pacte budgétaire

Berlin
Correspondant

A peine le sommet de Bruxelles était-il terminé qu'Angela Merkel avait, vendredi 29 juin, un deuxième rendez-vous à honorer. La chancelière allemande devait convaincre les députés d'adopter, avec une majorité des deux tiers, le Mécanisme européen de stabilité (MES) et le pacte budgétaire, malgré les concessions faites quelques heures plus tôt aux autres chefs d'Etat et de gouvernement.

Mission accomplie : sur les 620 députés, 608 étaient présents dans la soirée pour le vote sur le pacte budgétaire. Celui-ci a été approuvé par 491 voix, contre 111 et 6 abstentions. Quant au Mécanisme européen de stabilité, sur 604 députés présents, 493 ont approuvé sa mise en place, 106 l'ont rejetée (dont 26 de la majorité) et 5 se sont abstenus. A l'annonce des résultats, Angela Merkel et Wolfgang Schäuble, le ministre des finances, affichaient un large sourire. Peu après, le Bundesrat adoptait lui aussi ces textes, par 65 voix sur 69.

Avant le vote au Bundestag, les deux principaux partis de l'opposition, le Parti social-démocrate (SPD) et les Verts, avaient critiqué la chancelière pour ses volte-face mais pas pour ses concessions, au contraire. Surtout, ils avaient annoncé par avance qu'ils approuveraient les textes qui leur seraient soumis puisqu'ils estimaient avoir obtenu gain de cause sur les mesures complémentaires favorisant la croissance et la mise en place de la taxe sur les transactions financières.

Mais les concessions faites par la chancelière à Bruxelles ne pouvaient que donner des arguments aux opposants. D'ailleurs, à chaque vote décisif sur l'euro, les soutiens à Mme Merkel diminuent. En septembre 2011, 523 députés (dont 315 de la majorité) avaient accepté de renflouer le Fonds européen de stabilité financière. En février, ils avaient été 496 (dont 304 de la majorité) à approuver le nouveau plan d'aide à la Grèce.

Ce vendredi, le parti de la gauche radicale, Die Linke, avait demandé, en vain, un report du vote, au motif que le mécanisme de stabilité sur lequel devaient se prononcer les députés était sorti profondément modifié du sommet de Bruxelles puisqu'il ne s'agissait plus de prêter aux Etats mais directement aux banques, sans bien entendu pouvoir exiger des contreparties comparables.

Après le rejet de cette motion, Angela Merkel était allée droit au but. Le compromis de Bruxelles ? *« Un pas important qui montre au monde que nous nous engageons pour l'euro »*, avait plaidé la chancelière, sans doute plus sensible aux critiques de sa gestion de l'euro émanant des leaders du G20 qu'elle ne veut bien l'avouer. Le vote du Bundestag ? L'adoption du texte à une large majorité devait constituer, selon elle, *« un signal fort de cohésion et de détermination, à l'intérieur et vers l'extérieur »*. De quelle cohésion s'agissait-il ? Vraisemblablement, celle de sa majorité.

A chaque vote décisif sur l'euro, les soutiens parlementaires à la chancelière allemande diminuent

Les concessions faites aux Italiens et aux Espagnols ne pouvaient que renforcer les eurosceptiques. Au sein de la commission des finances, plusieurs voix, y compris au sein de la majorité, ont critiqué l'accord conclu à Bruxelles. Quant à sa détermination, peut-être faut-il y voir un message destiné à la Cour constitutionnelle de Karlsruhe. Car le gouvernement – mais aussi dans une moindre mesure le SPD et les Verts qui le soutiennent – n'a pas encore partie gagnée. Venus de la droite comme de la gauche radicale, les opposants au pacte budgétaire et au mécanisme de stabilité vont maintenant se tourner vers la Cour. Dans les heures précédant le vote, on comptait déjà plusieurs plaintes, dont une au moins émane d'un député de la majorité. Certaines seront examinées en urgence afin, si la Cour donne son feu vert, que le président de la République puisse parapher les textes, sans doute vers la mi-juillet.

Parallèlement, la chancelière devra rassurer les Allemands sur le fait que le mécanisme de stabilité, dont l'Allemagne est le premier contributeur, ne sera pas un tonneau des Danaïdes. L'économiste Hans-Werner Sinn, président de l'Ifo, une star en Allemagne, a fait une nouvelle fois ses calculs. Entre les rachats d'obligations des Etats en difficulté par la BCE et les crédits accordés ou garantis par le Fonds de stabilité et, demain, par le MES, ce sont au total plus de 2 100 milliards d'euros qui sont en jeu. *« Que les pays qui sont en faillite sortent de l'euro, et l'Allemagne perd 700 milliards »*, estime-t-il.

Le montant est peut-être exagéré mais, jeudi, la *Süddeutsche Zeitung* a indiqué que, selon la Cour des comptes, dont le rapport n'avait pas été divulgué par le ministère des finances, les divers engagements de l'Allemagne se montent à 310 milliards d'euros et qu'au maximum, cette somme pourrait monter à 426 milliards. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE